Pourquoi un candidat P.S.U. ?

Le P.S.U., à Paris comme dans toute la France, a décidé de présenter un candidat par circonscription aux élections législatives.
Ces élections vont se dérouler sans réouverture des listes électorales, sans abaissement de l'âge du vote, et avec un mode de scrutin qui privilégie les notables : elles ne peuvent en aucun cas régler les problèmes que l'action populaire vient de poser.
Le mouvement parti du Quartier Latin ayant abouti à la mise en cause du pouvoir dans la société actuelle doit être renforcé. Le P.S.U. pense que les élections sont l'occasion d'expliquer les objectifs de ce mouvement à l'ensemble de la population. Chacun pourra par son vote exprimer son adhésion.



CANDIDAT :

Philippe SIMON

Agé de 34 ans, est charpentier en fer (OP 3) et syndicaliste C.G.T.
Fils de cheminot, il a connu les difficultés quotidiennes des familles ouvrières. Comme tant de fils et de filles de travailleurs qui parviennent à l'université, il s'est vu dans l'impossibilité de poursuivre ses études jusqu'au bout.
Il a, comme beaucoup d'autres, connu cette année le sous-emploi et le chômage. Sur les chantiers, il n'a pas cessé de militer pour que les travailleurs puissent mener une vie décente. Ce combat pour notre dignité et notre liberté a atteint en mai une vigueur sans précédent. Avec ses camarades de travail, Philippe SIMON a suivi avec enthousiasme l'action courageuse des étudiants et de l'université, remettant en cause le monde capitaliste.
Il a participé à la grève avec 10 millions de travailleurs, refusant de voir ce gigantesque mouvement n'aboutir qu'à des satisfactions matérielles d'ailleurs limitées et déjà compromises.
Les combats de mai doivent conduire à autre chose qu'à des élections truquées. Les travailleurs utiliseront cependant ces élections pour manifester, en votant P.S.U., leur volonté de ne pas être dupes et de poursuivre la lutte pour le socialisme.
Le combat continue.

SUPPLÉANT :

Marius LÉON

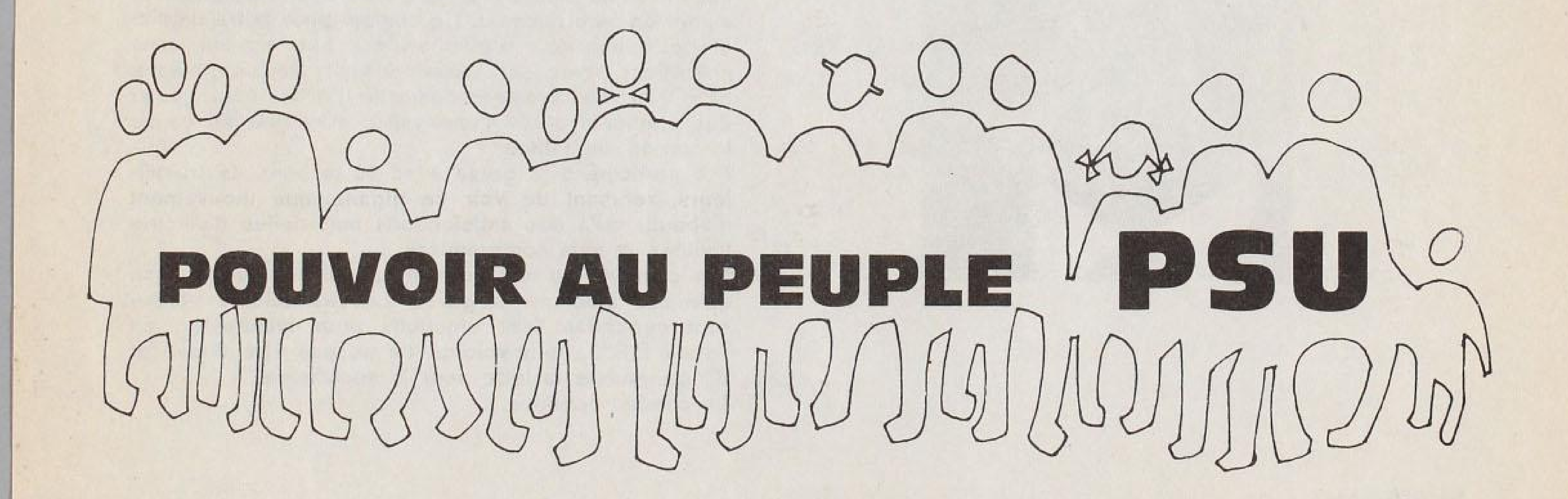
Cheminot à la Gare de Lyon
Militant de la C.G.T.

La crise de Mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit. Nous voulons une société nouvelle ».

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais la contestation et l'exigence demeurent. La lutte pour le socialisme continue. Elle sera victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant le P. S. U. propose :

- La gestion de l'économie par les travailleurs ; crédit et monnaie sont contrôlés ; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- Une université populaire reconstruite à partir des conquêtes étudiantes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, gestion commune avec les travailleurs.
- Une culture nouvelle fondée sur la participation critique des travailleurs.
- Une information libérée par une radio-télévision autonome et des moyens de presse gérés démocratiquement.
- Une politique internationale de lutte contre la domination de l'impérialisme américain, et solidaire des luttes révolutionnaires du Tiers-Monde.
- L'établissement de la démocratie directe : par les comités populaires dans les universités, les entreprises, les localités, et des institutions locales qui décolonisent la province.

Le P. S. U. a conscience que l'orientation qu'il présente est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse aux aspirations profondes des travailleurs en lutte.



Vu le candidat

Imp. A.G. PARIS